

Paix en Côte d'Ivoire, Liberté pour l'Afrique !

Deux ans de guerre civile larvée, l'armée française qui s'interpose, puis des émeutes à Abidjan contre l'occupation française... Que se passe-t-il en Côte d'Ivoire ? Une fois de plus, la France a-t-elle les mains blanches ?

La « Françafrique », c'est le nom du système maffieux par lequel la classe dirigeante française a conservé des liens de vassalité avec les chefs d'Etat d'Afrique francophone, contre l'intérêt des peuples.

Avec les troubles en Côte d'Ivoire, c'est tout l'échafaudage de cette « Françafrique » qui vacille. Quand, le 19 septembre 2002, une rébellion a éclaté dans ce pays pour renverser le régime corrompu et xénophobe de Laurent Gbagbo, les forces françaises « prépositionnées » dans le pays ont été aussitôt mobilisées (opération *Licorne*) pour stopper la rébellion avant qu'elle ne s'empare de la capitale économique, Abidjan.

L'Élysée a alors entamé un périlleux numéro d'équilibrisme. D'une part il s'est agi de montrer aux « pays du champs » que la France ne laissait pas tomber un gouvernement ami. D'autre part il fallait éviter de s'engager dans un nouveau borborygme à la rwandaise, alors que l'Élysée a en 1994 soutenu le régime responsable du génocide des Tutsis – et qu'à présent tout le monde le sait, sauf en France apparemment.

Mais en gelant le front pendant deux ans, sans « choisir son camp », l'État français a fâché tout le monde : les rebelles privés de leur victoire, et le régime dépité que la France « alliée » n'écrase pas franchement la rébellion.

La cause de la guerre : le droit du sang

Tout le drame ivoirien réside dans l'article 35, inscrit récemment dans la Constitution, inspiré du droit du sang, et qui stipule que tout candidat à l'élection présidentielle « doit être ivoirien de père et de mère eux-mêmes ivoiriens ».

Cette magouille politicienne avait pour but à l'origine, en 1994, d'éliminer de la course à la présidentielle un candidat, Alassane Ouattara, qui ne répondait pas à ce critère. Mais la question est devenue passionnelle dans un pays qui compte de nombreux enfants d'immigré(e)s. La suite ? Dix années de querelles et de théorisation de l'« ivoirité », au cours desquelles l'ethnicisation de la vie politique ivoirienne ira croissant, jusqu'à atteindre aujourd'hui son paroxysme. Gbagbo, élu en 2000, a poursuivi dans la même voie xénophobe, et la rébellion trouve en grande partie sa cause dans la marginalisation des Ivoiriens « douteux », nés de parents immigrés, ou simplement musulmans.

Les accords de paix enterrés

Dès janvier 2003, des accords de paix ont été signés, sous l'é-

gide de la France, à Marcoussis (Essonne). Mais le régime de Gbagbo a tout fait pour ne pas appliquer ces accords (notamment, il n'a pas supprimé le fameux article 35), et il a mis à profit ces presque deux ans de trêve pour se réarmer, encourager le déchaînement nationaliste, et réprimer dans le sang l'opposition légale. Ainsi le 25 mars 2004, la police ouvre le feu à Abidjan contre une « grande marche pacifique » qui réclamait l'application des accords de Marcoussis : 350 à 500 morts selon l'opposition.

Troupes occidentales hors d'Afrique !

Tout cela pour aboutir au redémarrage des hostilités et au bombardement accidentel du cantonnement français le 8 novembre. La riposte a déclenché la fureur populaire, entraînant l'évacuation de la minorité blanche du pays, dans le chaos que l'on sait. **Quelle que soit l'issue finale de la tragédie ivoirienne, elle nous conduit à faire ce constat :**

1. **La classe politique ivoirienne**, en sombrant dans la folie nationaliste et l'exaltation de l'« ivoirité », porte la responsabilité de la guerre civile.
2. Mais **l'État français**, en garantissant l'impunité des chefs d'Etat vassaux en Afrique, encourage implicitement leurs politiques les plus odieuses, comme ça a été le cas au Rwanda et en Côte d'Ivoire.
3. C'est pourquoi, si **l'armée française** aujourd'hui « sauve des vies » en évacuant les Blancs menacés, sa présence continue en Afrique est un danger constant pour les peuples.
4. **La priorité est de revenir à la paix, et de rendre aux Africains la maîtrise de leur destin. L'armée française doit se retirer.** S'il faut faire respecter des accords de paix, que ce soit le fait d'une force issue de l'Union africaine, même sans se faire d'illusions sur le désintéressement des Etats qui la composent.
5. **La solution politique** passera de toute façon par l'émergence d'un mouvement social antiraciste et anticolonialiste, face aux politiciens xénophobes et aux impérialismes français et états-unis.

Alternative libertaire
BP 177
75967 Paris Cedex 20
contacts@alternativelibertaire.org
www.alternativelibertaire.org

ne pas jeter sur la voie publique SVP.

Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.
 Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*.
 Je m'abonne à *Alternative libertaire* (25 euros pour un an, 18,30 euros pour chômeurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).
NOM..... PRÉNOM..... TÉL. E-MAIL
ADRESSE.....